

BORIDO
Linge de maison - rideaux - déco

IMPORT & EXPORT VENTE EN GROS

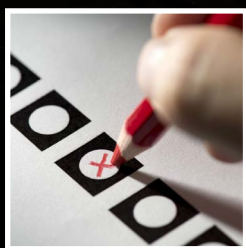
BRUXELLES

DEMAIN



SÉCURITÉ

BRUXELLES EST DANS LE COMA



ANALYSE
*70% des journalistes
votent à gauche*

Page 12



ACTUALITÉ
La mendicité des Roms

Page 16

DEVENIR MEMBRE?

à.p.d. 50,00 EUR:
adhésion **de soutien**

10,00 EUR:
adhésion **normale**

Montant à verser sur le compte du
Vlaams Belang **BE39 4352 0249
1119** en mentionnant votre nom
et prénom ainsi que votre adresse
complète.

Vous recevrez le Vlaams Belang
Magazine ainsi que les publications
de l'antenne bruxelloise.

NOUS CONTACTER?



**Madouplein 8/4
1210 BRUSSEL**

**Place Madou 8/4
1210 BRUXELLES**



02/219 34 67



brussel@vlaamsbelang.org



**vlaamsbelangbrussel.be
vlaamsbelangbruxelles.be**



@vlaamsbelangbrussel



EDITORIAL

SORTIR BRUXELLES DU COMA

Dans 8 mois, la balle sera dans le camp des électeurs. A Bruxelles, les médias ne parviennent plus à cacher la réalité sur le niveau d'insécurité que le Vlaams Belang révèle et dénonce depuis des années. Personne ne pourra plus dire: «je ne savais pas». Chacun devra se poser la question le 9 juin 2024, dans l'isoloir au moment de voter, de savoir dans quelle société et dans quelle ville il veut vivre, dans quelle ville il veut voir grandir ses enfants et lui-même se voir vieillir. Bruxelles est aujourd'hui dans le coma parce que ceux qui la dirigent sont complètement dépassés par la situation, leur encéphalogramme politique est plat, et la ville est de plus en plus aux mains de communautés dont certains membres s'investissent dans la criminalité et d'autres... en politique.

L'insécurité est, plus que jamais, le problème numéro un de notre ville. Sans sécurité, la vie sociale, la vie culturelle et la vie économique ne peuvent pas se développer normalement. Pour rétablir l'ordre et la loi sur l'ensemble du territoire de nos 19 communes, il faudra un courage politique inébranlable. Il faudra oser aller contre les tabous que nous imposent les partis de gauches et leurs alliés dans les associations, les syndicats, etc. Qui aura le courage de faire cela? Vous connaissez évidemment la réponse: **seul le Vlaams Belang a les épaules assez larges pour relever un tel défi.**

Je pense que nous serons tous d'accord si j'affirme que nos concitoyens n'ont jamais été aussi dégoûtés par un gouvernement que par celui-ci. Rappelons-nous qu'il avait été fabriqué avec tous les partis politiques qui avaient perdus des plumes lors des élections de mai 2019, dont l'Open VLD, le parti d'Alexander De Croo, qui n'avait réussi à séduire que 10% des électeurs en Flandre. Par contre, ces mêmes élections avaient consacré la résurrection du Vlaams Belang qui devenait le deuxième parti du pays en engrangeant 300.000 voix de plus que le MR et 200.000 voix de plus que le PS, par exemple. Aujourd'hui, le Vlaams Belang est crédité de 25% des intentions de vote, sondage après sondage.

Pourquoi cette progression spectaculaire du Vlaams Belang? Pour deux raisons: l'effondrement des vieux partis politiques qui implorent littéralement en raison de l'impéritie de leurs responsables et évidemment en raison des qualités propres d'un Vlaams Belang dirigé, avec un professionnalisme jamais vu en politique dans ce pays, par son Président Tom Van Grieken. Le Vlaams Belang séduit l'ensemble de notre société: les jeunes, les moins jeunes, les agriculteurs, les ouvriers, etc... parce que, comme le dit Tom Van Grieken, «le nationalisme c'est d'abord et avant tout un amour immodéré pour son propre peuple», et les gens ressentent cela. Ils le ressentent d'autant plus qu'ils constatent chaque jour l'incroyable arrogance et l'incompétence tragique des représentants de ces vieux partis.

Rappelons-nous le dramatique épisode des masques détruits en non remplacés au début de la crise sanitaire. Rappelons-nous l'incapacité à concevoir une véritable réforme des pensions, de même pour la réforme fiscale. Ce devait être les fleurons de cette législature, ce ne sera que deux constats d'un lamentable échec général. L'espace me manque pour énumérer dans le détail cette débâcle politique.

Le Vlaams Belang est prêt à prendre ses responsabilités, il est prêt à gouverner, il est prêt à remettre de l'ordre. Faites-lui confiance et essayez de convaincre vos proches. Contactez-nous et aidez-nous, ensemble nous pouvons déplacer des montagnes.

Bob De Brabandere
Président du Vlaams Belang Bruxelles



LES PASSAGES PIÉTONS ARC-EN-CIEL COÛTENT 65.000 € AUX BRUXELLOIS

Ce qui est extraordinaire en politique, c'est l'étendue de son champ d'action. La politique touche à toute la vie humaine, de la naissance jusqu'à notre dernier souffle. Il y a des thèmes qui touchent aux principes fondamentaux, comme tout ce qui touche à l'éthique et il y a la question tout aussi essentielle de la bonne gestion de l'argent public. Il est bon de rappeler qu'il s'agit donc de l'argent des impôts, payé par tous nos concitoyens, qui est confié à un gouvernement pour le gérer avec prudence, parcimonie et bon sens.

Ce petit préambule me permet d'arriver à ce dont je souhaite vous entretenir. Depuis 2019, Bruxelles Mobilité a coloré seize passages piétons sur les artères régionales bruxelloises aux couleurs de l'arc-en-ciel pour un coût total de 65.000 euros. J'ai pu obtenir cette information en réponse à la question parlementaire que j'ai adressée à la ministre Elke Van den Brandt (Groen). Pour moi, les choses sont claires, cet argent aurait pu être mieux investi dans l'entretien des routes régionales bruxelloises!

4.060 EUROS PAR PASSAGE ARC-EN-CIEL

Désormais, il y a donc seize passages pour piétons aux couleurs de l'arc-en-ciel à Bruxelles, avec un coût moyen de 4.060 euros par passage clouté. Ces passages pour piétons sont renouvelés une fois par an et doivent, selon le gouvernement bruxellois, symboliser le fait que tout le monde est le bienvenu à Bruxelles, quelle que soit son orientation sexuelle ou son identité de genre. On se demande en quoi le coloriage des passages pour piétons va y changer quelque chose. D'autant plus que l'intolérance vis-à-vis de l'homosexualité est à chercher dans certains quartiers bien spécifiques situés dans des communes à forte densité musulmane et quasiment nulle part ailleurs.

Je considère qu'il s'agit d'un message politique, et surtout purement symbolique, qui n'a pas sa place sur la voie publique. C'est du gaspillage pur et simple, cela ne rapporte rien à la cause du respect des personnes homosexuelles et c'est dangereux pour la circulation

automobile. La texture de ces couleurs crée une véritable patinoire par temps de pluie et ce dispositif multicolore trouble les chiens-guides et les malvoyants.

Le réseau routier bruxellois est en très mauvais état et provoque déjà suffisamment de situations dangereuses comme ça, il serait évidemment préférable d'investir dans la réfection des voies carrossables.

Bruxelles Mobilité indique que les passages pour piétons arc-en-ciel sont conformes tant que le contraste visuel des bandes blanches du passage est visible. Le ministre souligne également que les passages cloutés arc-en-ciel sont installés aux passages dotés de feux de circulation où un téléscripneur et des lignes directrices sont présents pour informer les personnes malvoyantes. Mais ce n'est pas le cas partout. En effet, le plus célèbre passage clouté aux couleurs de l'arc-en-ciel se trouve sur la rue de la Loi, devant le Palais de la Nation. A cet endroit, il n'y a pas de feux ni de lignes directrices alors qu'il s'agit bien d'une artère régionale.

La ministre bruxelloise de la Mobilité Elke Van den Brandt (Groen) affirme avec aplomb que l'installation de passages pour piétons arc-en-ciel est un choix qui appartient à son cabinet et à Bruxelles Mobilité. Un tel pouvoir discrétionnaire conduit inévitablement à des conflits. Cette année, Madame Van den Brandt a fait installer un passage clouté arc-en-ciel au rond-point Montgomery contre la volonté du bourgmestre Benoît Cerexhe (Les Engagés). Celui-ci estime, comme le Vlaams Belang, qu'un passage clouté ne doit pas être porteur d'un message politique, mais qu'il doit garantir la sécurité routière, ni plus ni moins.

Au fond, c'est bien là l'un des rôles essentiels de l'activité parlementaire, amener au grand jour des informations qui autrement resteraient dans l'ombre, comme le coût des passages arc-en-ciel.

Dominiek Lootens-Stael

Député et Chef de Groupe au Parlement bruxellois



VOUS AVEZ LA PAROLE ...

Guy

75 ANS, EVERE



La commune d'Evere, dirigée par le Bourgmestre Ridouane Chahid du PS, remplaçant de Rudi Vervoort appelé à la ministre-présidence de la Région Bruxelloise, a décidé sans la moindre concertation avec les riverains de faire disparaître un grand nombre de poubelles de rue en ciment. Il s'agirait de 150 poubelles selon un membre du personnel du service de nettoyage des rues.

POURQUOI FAIRE DISPARAÎTRE CES POUBELLES?

«L'argument avancé par l'échevin de la propreté à Evere, Ali Ince, est que «des citoyens» en feraient la demande (La Capitale du 22 mai 2023). J'en suis bouche bée. Il y aurait donc «des» citoyens qui prennent contact avec les services de l'échevin Ince pour se plaindre de l'inutilité de ces poubelles? C'est évidemment peu crédible.

La réalité vérifiable est que ces poubelles débordent régulièrement parce que certains citoyens incivils viennent y placer leurs petits sacs de débris parce qu'ils ne génèrent pas assez de déchets pour remplir un sac normal, même de 30 litres. Et que l'emplacement de ces poubelles devient parfois le lieu de déversements illégaux, genre bouteilles, appareils ménagers, meubles démontés, etc....

Comme la répression de ces incivilités est anecdotique (à peine 674 dossiers qui ont abouti à 429 amendes en 2022 de l'aveu même de l'échevin, sur une population de 43.608 habitants. Je serai d'ailleurs curieux de connaître le nombre d'amendes réellement payées sur ces 429 PV.), il me paraît évident que l'enlèvement de ces poubelles ne changera rien aux incivilités. Au lieu de débarquer ses déchets dans ou à côté de la poubelle, on les débarquera tout simplement à l'emplacement de la poubelle disparue.

La commune a choisi la facilité et fait preuve de naïveté. Penser que la disparition de ces poubelles suffirait à régler le problème est illusoire. On aurait pu imaginer par exemple des passages de ramassages du contenu de ces poubelles plus fréquents et une campagne réellement répressive contre les contrevenants. Non, on préfère liquider ces poubelles. Non seulement les poubelles disparaissent, mais aucune solution de rechange à court ou moyen terme n'est évoquée. Il existe pourtant déjà trois poubelles de type Bigbelly sur le territoire d'Evere, il faut évidemment les généraliser avant de prendre une décision aussi drastique.

DE QUOI S'AGIT-IL?

La poubelle de rue intelligente Bigbelly est munie de capteurs solaires, alimentant une batterie, faisant fonctionner un compacteur interne (force de compactage de 568kg) multipliant la capacité de stockage par 5 (de 125 à 600 litres) et un système de contrôle du niveau de remplissage permettant de réduire ses coûts de collecte.

On aurait pu légitimement espérer que l'autorité communale d'Evere allait opérer le remplacement des vieilles poubelles en ciment par phases en les remplaçant au fur et à mesure par cette nouvelle technologie qui n'offre que des avantages, à la fois sur l'aspect environnemental et sur l'aspect de la gestion rationnelle de l'espace public. Quitte à en mettre moins que le nombre de ces poubelles en ciment, bien entendu.

Enfin, je regrette amèrement que les riverains n'aient pas été consultés, ou, au minimum, informés de cette décision qui me paraît précipitée, irréfléchie et en fin de compte parfaitement inutile si rien ne vient remplacer ces poubelles par autre chose. Je m'en souviendrai en 2024 et je remercie le Vlaams Belang d'avoir réagi via un communiqué de presse sur ce problème qui touche à la vie quotidienne des Everois».

Thierry*

65 ANS, EVERE

«Je suis fatigué de voir toutes ces femmes musulmanes voilées dans l'espace public. Elles affichent leur religion comme un défi lancé à nos valeurs.»

On voit bien que cet islam veut nous imposer ses règles, son mode de vie, sa manière de voir le monde et donc aussi ses modes vestimentaires qui symbolisent leur refus d'accepter notre manière de vivre et nos valeurs occidentales. Elles oublient où elles sont. Elles oublient que nos traditions sont différentes et que ces traditions sont le résultat d'une très longue histoire, une histoire plusieurs fois millénaire et que nous n'avons pas envie d'en changer pour leur faire plaisir.

Nos fêtes changent de nom parce que cela dérangerait les musulmans et que les partis de gauche ne veulent en aucun cas froisser leur nouvel électorat musulman. Depuis cette immigration massive à Bruxelles, il n'y a plus de respect pour quoi que ce soit. Les poubelles de trottoir débordent, les incivilités augmentent, le Code de la route n'est plus respecté, on se gare où et comme on veut. Aujourd'hui, les allochtones sont même dans le gouvernement. Notre pays perd ses valeurs. La Belgique n'existe plus.

La nationalité belge est offerte sans la moindre contrepartie, sans la moindre condition un peu sérieuse. Comme les élections sont obligatoires pour tous les Belges et donc aussi pour ces nouveaux belges, ça fait plus de voix pour les partis qui se nourrissent de cette immigration. Ces partis sont donc prêts à toutes les concessions et à tous les laxismes. Il ne faut plus donner la nationalité Belge comme ça, comme si c'était un vulgaire bout de papier et il faut mettre fin au regroupement familial. S'ils vivent ici, ils doivent apprendre le français ou le néerlandais, il faut qu'ils travaillent et ils doivent respecter nos lois. C'est par ça qu'il faut commencer. La question de l'obtention éventuelle de la nationalité Belge ne peut être évoquée que bien plus tard, lorsque la personne a fait ses preuves.

On les entend parfois répondre aux critiques de la façon suivante: «Mais je suis Belge moi monsieur!». Oui, sur papier, mais pas dans la tête. Alors pour moi c'est: «Tu respectes mon pays, ou tu retournes chez toi». Et cela porte un nom: c'est le simple bon sens.

Chaque année, je vois mon pays perdre un peu plus son identité. Quand je pense au temps jadis, j'ai un gros pincement au cœur. Nous avions des plaisirs simples, des relations franches entre gamins et ensuite entre jeunes gens. On n'était pas toujours d'accord, mais cela se réglait la plupart du temps cordialement. Ça fera rire le jeune allochtone moyen à Bruxelles, mais à mon époque les instituteurs étaient écoutés et respectés. Les parents avaient de l'autorité sur leurs chères petites têtes blondes. Bref, l'église était bien ancrée au milieu du village, même à Bruxelles. Ce que ces politiciens nous ont fait, pour en arriver à la situation qu'on connaît, est criminel. Je ne trouve pas d'autre mot pour décrire ce que je ressens.»



VOUS SOUHAITEZ VOUS EXPRIMER ?

Si vous souhaitez exprimer une opinion ou un sentiment sur notre société, n'hésitez pas à nous écrire ou à nous envoyer un mail aux coordonnées que vous trouverez en page 2, vous avez toutes les chances de voir votre texte publié ou du moins un extrait significatif de celui-ci. Nous ne publierons jamais les vraies identités de nos correspondants sauf s'ils en font la demande explicite.

(* = Prénom d'emprunt)





DOSSIER

SECURITÉ : BRUXELLES EST DANS LE COMA

Les nouvelles sont mauvaises d'où qu'elles viennent sur le front de l'insécurité à Bruxelles. Les Bruxellois étaient en droit de croire que, considérant son double statut de capitale du pays et de capitale de l'Europe, les autorités fédérales, régionales et locales allaient définir la sécurité comme une priorité absolue. Il n'en est rien, cela n'en prend pas le chemin, et la situation empire de jour en jour.

Vous lirez ci-dessous un aperçu en cinq situations qui illustre la gravité du problème. C'est un aperçu forcément partiel de la situation et des réponses que le Vlaams Belang veut apporter à ce fléau.

Le Vlaams Belang considère qu'il faut d'abord rappeler que la sécurité est un droit fondamental garanti par la constitution. Rien ne peut être épargné lorsqu'il s'agit de la défense d'un droit fondamental. Voilà par où le monde politique doit commencer pour aborder ce problème devenu ingérable en raison de décennies de laxisme absolu du monde politique et du monde judiciaire.



120 AGENTS EN PLUS POUR SÉCURISER LA GARE DU MIDI

La situation de l'insécurité dans et autour de la gare du Midi à Bruxelles s'est aggravée ces derniers mois. Les coups de couteau, les vols, les trafics et les nuisances causés par les toxicomanes, de nuit comme de jour, font que plus personne ne se sent en sécurité dans le quartier de la gare du Midi. Pour le Président de la Commission de l'Intérieur, Ortwin Depoortere du Vlaams Belang, Il y a un besoin urgent d'une unité de commandement dans les services de police et il considère que pour

garantir la sécurité des voyageurs un commissariat permanent doit être mis en place pour assurer une forte présence policière sur le site 24 heures sur 24.

« Entre janvier et la fin mai, la police locale a dû intervenir 238 fois pour des incidents dans le quartier de la Gare du Midi »

Ces derniers mois ce quartier a régulièrement été évoqué dans les médias pour relater la dégradation de la situation sécuritaire dans et autour de la gare. Rien n'illustre mieux cette dégradation vertigineuse que cette patrouille de police qui a été récemment attaquée par des «jeunes» avec une violence inouïe. Plus récemment encore, il y a eu cette famille avec des enfants qui a été témoin, nuitamment, d'un coup de couteau asséné par un individu à un autre individu. Cette famille attendait paisiblement le premier train à l'extérieur de la gare du Midi sans s'imaginer que cela comportait un danger mortel.

Le Vlaams Belang applaudit les efforts des services de police qui ont manifestement essayé d'être plus présents sur le terrain ces derniers mois. Mais nous devons dire les choses comme elles sont, cela ne suffit pas à endiguer la criminalité qui règne dans ce quartier. Il manque à la fois des effectifs sur le terrain et une unité de commandement, c'est une évidence.

Aujourd'hui, la police ferroviaire est responsable de la sécurité à l'intérieur de la gare, tandis que la police locale est responsable de la sécurité à l'extérieur. Securail, le service de sécurité de la SNCB, est également présent dans la gare. La SNCB veut agrandir le service de sécurité de

Securail avec 150 hommes, mais les services de police doivent également réoccuper le site par une présence accrue. La situation sécuritaire doit être abordée tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la gare. C'est pourquoi l'unité de commandement doit devenir rapidement une réalité.

Le Vlaams Belang préconise le transfert du personnel et des ressources de la police fédérale des chemins de fer vers la police locale. La situation telle qu'elle est aujourd'hui est intenable. Il faut au moins que 120 agents supplémentaires soient détachés, peut-être en partie de la police des chemins de fer, pour assainir le quartier de la gare du Midi.

FUSILLADES À BRUXELLES

En 2023, dix-neuf fusillades ont déjà eu lieu en Région bruxelloise. Ces chiffres intermédiaires ont été présentés à la Commission des affaires intérieures le 18 juillet. Le Chef de Groupe du Vlaams Belang au Parlement bruxellois, Dominiek Lootens-Stael, déclare: *« La guerre entre les gangs de la drogue qui veulent contrôler le territoire bruxellois continue. Tous les partis de la majorité au Parlement bruxellois, le PS en tête, en sont responsables. Ce n'est qu'avec une approche stricte, voire radicale, que les criminels de la drogue pourront être arrêtés et que ce trafic cessera une fois pour toutes ».*

La réalité indiscutable est que le PS et ses partis vassaux ont complètement fait dérailler la situation sur le terrain avec leur politique de chouchoutage de certaines communautés très présentes dans le trafic des stupéfiants à Bruxelles. Ce laxisme systématique est évidemment motivé par des raisons électorales. Ce gouvernement bruxellois, et tous les gouvernements précédents, récoltent donc maintenant ce qu'ils ont semé depuis des décennies. Comme le rappelle Dominiek Lootens-Stael: *« Celui qui a traversé le Mississippi au XIXème siècle est entré là dans une zone connue pour ses fusillades. Une zone où il n'existait pratiquement aucune loi ni justice, connue sous le nom de Far West. Malheureusement, au XXIème siècle, quiconque traverse le canal depuis le centre de Bruxelles vit presque la même chose ».*

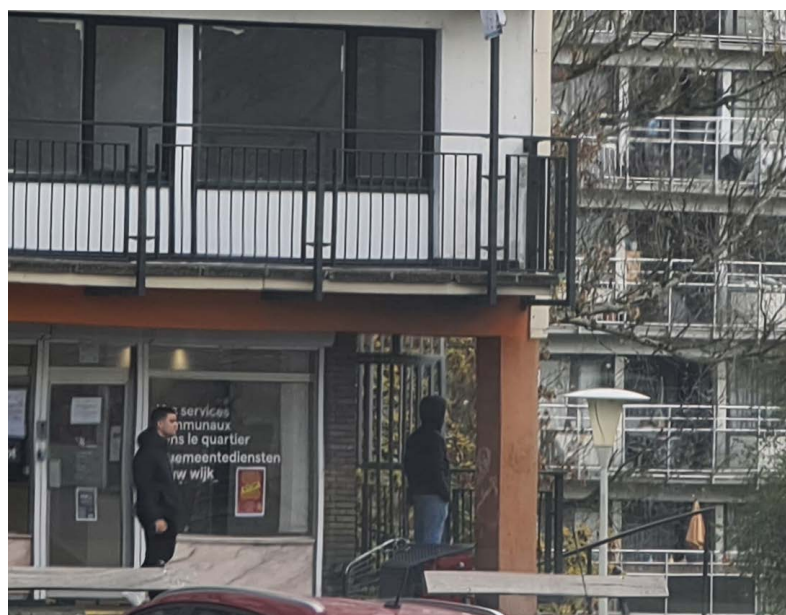
Le Vlaams Belang réitère l'exigence que tant la police judiciaire fédérale que la police locale reçoivent les ressources nécessaires pour perturber, limiter, endiguer et enfin éradiquer le fonctionnement des gangs de la drogue. Il faut suffisamment de personnel pour multiplier les raids, les arrestations administratives, les patrouilles concentrées, les saisies, les fermetures et les actions de traque des

suspects. Hélas, pour le moment, nous ne pouvons que constater que même si les balles sifflent aux oreilles des badauds, la réaction de l'autorité reste frileuse, mitigée, voire inexistante.

« La mise en œuvre du fameux Plan Canal, annoncé avec tambours et trompettes a buté, et a même lamentablement échoué, sur la question du recrutement de personnels de police supplémentaires »

A ce jour, seuls 34 des 88 équivalents temps plein promis ont été embauchés à la Police judiciaire fédérale de Bruxelles.

En plus de la police, le pouvoir judiciaire doit enfin avoir la possibilité de s'attaquer aux criminels meurtriers de la drogue. La première tâche du gouvernement est d'assurer la sécurité des citoyens et il est temps que les Bruxellois s'en rendent compte également. Pour réduire le nombre d'incidents de type fusillades, la tolérance zéro est de mise et la justice accélérée est une nécessité absolue. Tout auteur doit être poursuivi sans exception, les libérations immédiates ne peuvent plus être possibles, et les jeunes délinquants de 16 ou 17 ans doivent être jugés par un tribunal correctionnel plutôt que par un tribunal pour mineurs d'âge. Bref, il est temps pour l'autorité, à tous les niveaux, de prendre ses responsabilités vis-à-vis des citoyens de ce pays. Des citoyens qui se demandent de plus en plus pourquoi on lui inflige les impôts quasiment les plus lourds du monde pour un retour complètement nul.



▲ Guetteurs souvent mineurs prévenant les dealers de l'arrivée de la police - Cité du Peterbos, Anderlecht



LES JEUNES IMMIGRÉS ATTAQUENT LA POLICE

Le Vlaams Belang plaide pour des contrôles plus nombreux et plus stricts dans les zones à problèmes de Bruxelles suite aux images vidéo apparues sur les réseaux sociaux montrant comment de jeunes immigrés attaquent une voiture de police à Saint-Gilles. Un policier a été blessé. « *En ce qui me concerne, les policiers peuvent riposter avec la main lourde* », réagit le député et président de la Commission des Affaires intérieures Ortwin Depoortere du Vlaams Belang.

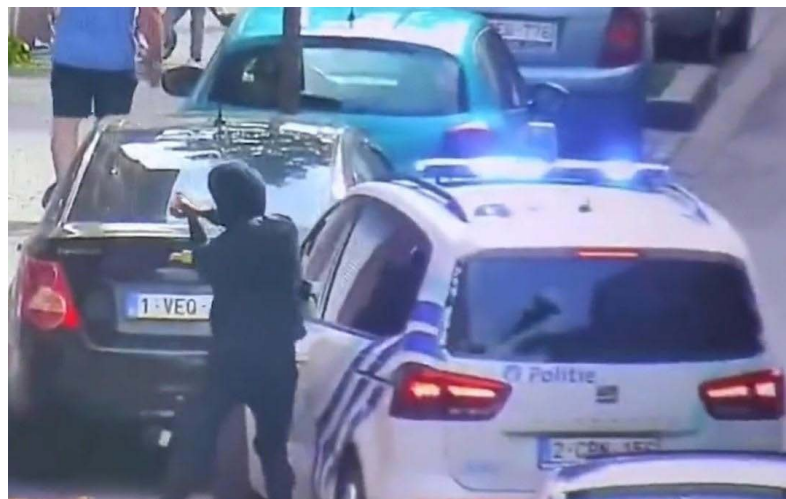
La police de la zone Bruxelles-Sud confirme que ses agents ont été agressés par plusieurs jeunes après avoir effectué des contrôles à l'encontre des dealers de rue à Saint-Gilles. Des images de surveillance montrent comment deux agents courent vers leur voiture, suivis de jeunes immigrants qui commencent à donner des coups de pied et à marteler la voiture. Ils tentent également de casser les vitres, mais heureusement les agents parviennent à s'échapper. Un agent est en incapacité et la voiture de police a été fortement endommagée. L'incident est le énième consécutif, selon le chef de la police Jurgen De Landsheer de la zone de police Bruxelles-Sud. Il voit la violence des jeunes comme une réaction aux actions policières contre le trafic de rue ces dernières semaines.

« Il y a eu des violences régulières contre la police à Saint-Gilles ces derniers temps, dont une tentative d'incendie criminel contre le commissariat le 7 juillet 2023 »

Un autre commissariat de la zone a été incendié. Quoi qu'il en soit, il faut soutenir la police bruxelloise dans son approche stricte de ces jeunes criminels de la drogue. Les récentes actions policières ont quant à elles abouties à trois arrestations judiciaires et deux arrestations administratives. Deux dealers ont également été arrêtés.

Le Vlaams Belang soutient l'approche dure de la police, mais appelle en même temps à des actions antidrogues fréquentes et à des contrôles d'identité ciblés dans les zones à problèmes. Ces incidents prouvent pour la énième fois qu'une « approche douce » ne fonctionne pas. Les criminels doivent sentir que la rigolade est terminée et que désormais une guerre sans pitié leur est déclarée. C'est pourquoi le gouvernement fédéral doit soutenir les services de police bruxellois dans leur approche répressive

et ils doivent investir dans des contrôles de police fréquents, y compris des contrôles d'identité. De plus, davantage d'hommes doivent être mis à disposition de la réserve de la police fédérale afin de reprendre le dessus sur le terrain. Si on ne réagit pas immédiatement, cette guerre sera perdue et ce sera un nouveau recul de l'Etat de droit. Les premières victimes, ce sont, une fois de plus, les honnêtes Bruxellois qui doivent vivre dans un tel environnement.



▲ Jeunes délinquants immigrés attaquent le 16 juillet 2023 une patrouille de police non loin de la place Bethléem à Saint-Gilles.

▼ Le commissariat situé Parvis de Saint-Gilles attaqué au cocktail Molotov dans la nuit du 7 juillet 2023.





QU'ILS NE SOIENT JAMAIS LIBÉRÉS !

La lutte contre le terrorisme est un aspect de la sécurité publique qu'il ne faut pas oublier. Le Vlaams Belang a réagi avec satisfaction suite à la condamnation de six des dix suspects d'assassinat terroriste dans le procès d'assises qui avait à traiter des attentats du 22 mars 2016. Le parti regrette cependant que les trois suspects qui ont aidé les terroristes à se cacher n'aient pas été jugés coupables de meurtre terroriste.

Le Président du Vlaams Belang, Tom Van Grieken est quelque peu dubitatif: *« Pendant tout le procès, ces terroristes se sont moqués des victimes et de l'Etat de droit. Nous ne pouvons qu'espérer maintenant que le tribunal appliquera la peine la plus élevée possible et veillera à ce qu'aucun de ces terroristes ne puisse plus jamais marcher librement dans nos rues. L'emprisonnement à vie devrait vraiment signifier «toute la vie» pour les terroristes ».*

« L'emprisonnement à vie devrait vraiment signifier «toute la vie» pour les terroristes »

Ce procès a été chaotique. Rappelons le triste et lamentable spectacle des avocats des suspects qui ont fait tout un plat au sujet des box vitrés dans lesquels les prévenus devaient assister à leur procès. Selon eux, on créait ainsi l'image de «bêtes en cage». Comble de mépris pour les victimes, les suspects ont eu gain de cause et les cabines, qui avaient coûté environ 250.000 euros, ont été démontées. Ensuite, la défense s'est plainte du fait que les prévenus avaient été fouillés nus. Là aussi, des concessions ont été faites. Tout cela a conduit à la divulgation d'informations de sécurité classifiées qui ont gravement compromis la sécurité des agents.

La justice s'est pliée à maintes reprises aux demandes des terroristes, même les plus ridicules. **Il est inimaginable que les juges ne comprennent pas le signal désastreux qu'ils envoient.** N'oublions jamais que les attentats ont coûté la vie à 36 personnes. Pour les victimes et leurs familles et leurs proches, c'est trop tard, rien ne pourra être changé à leur situation.



POPULATION CARCÉRALE ET RAPATRIEMENT

Les médias rapportent, enfin, des chiffres sur la surpopulation carcérale. Des chiffres que le Vlaams Belang avait déjà publiés plusieurs fois sans la

moindre médiatisation. De ces chiffres, il ressort qu'un tiers des détenus sont en détention provisoire, en attendant donc un verdict. Dans ce groupe de détenus, plus de la moitié n'a pas la nationalité belge, et la majorité n'a pas de droit de séjour dans notre pays. **Renvoyer ces prisonniers dans leur pays d'origine et les laisser y purger leur peine est et reste la seule réponse à la surpopulation carcérale.**

La surpopulation dans nos prisons est un problème qui dure depuis des décennies. Cela conduit à des conditions de vie digne du tiers monde. Les prisonniers sont parfois parqués à huit dans une cellule pour quatre personnes sans la possibilité de se doucher. Aujourd'hui plus de cent cinquante personnes dorment sur des matelas posés sur le sol. La surpopulation est principalement due à la présence de détenus qui n'ont pas la nationalité belge, et parmi ces détenus qui n'ont pas la nationalité belge, la majorité n'a même pas de droit au séjour.

Pour le Vlaams Belang, les ressortissants étrangers, et certainement ceux qui n'ont pas de droit de séjour dans notre pays, doivent être rapatriés dans leur pays d'origine le plus rapidement possible. Le ministre de la Justice Vincent Van Quickenborne (Open Vld) ne travaille pas sur l'application (ou la création) des traités nécessaires avec les pays d'origine pour rendre cela possible rapidement. S'il devait s'en occuper en urgence, le problème de la surpopulation et des situations invivables à l'intérieur des murs des prisons diminuerait considérablement dans un premier temps avant de disparaître ensuite. **Nous devons faire pression sur les pays qui refusent de signer de tels traités.**

« S'ils ne veulent pas reprendre leurs sujets criminels, nous devons, par exemple, arrêter l'aide au développement qu'ils reçoivent de notre pays. »

Le Vlaams Belang exige que l'autorité publique reprenne à tout prix le contrôle de la situation dans les plus brefs délais. **Si tous les niveaux de pouvoir ne décident pas ensemble, au même moment, de déclarer une guerre implacable contre la délinquance, la criminalité et l'insécurité en général, avec la mise en œuvre de tous les moyens dont dispose l'autorité publique et avec une stratégie pénale adéquate, l'Etat de droit est en danger. Et si l'Etat de droit est en danger, c'est la démocratie qui risque de disparaître et alors il ne restera que la loi de la rue.** Celle des dealers, des voleurs, des assassins, des bandes organisées et des prédateurs solitaires. Voilà l'enjeu. ■

ZONE DE BASSE-ÉMISSIONS LE COMBAT CONTRE

LE VLAAMS BELANG DEMANDE UNE MARGE DE TOLÉRENCE

Le Vlaams Belang veut une marge de tolérance pour ceux qui se retrouvent par erreur dans la zone de basses émissions (LEZ) à Bruxelles. L'an dernier, la Région bruxelloise a infligé près de 20.000 amendes pour non-respect de la LEZ, pour un montant d'environ 6,7 millions d'euros. Plus de quatre-vingts pour cent des amendes ont été infligées à des conducteurs dont le véhicule n'est pas immatriculé dans la Région.

Pour Dominiek Lootens-Stael, le Chef de Groupe du Vlaams Belang au Parlement bruxellois: « *Peu de personnes condamnées à payer une amende ont violé la LEZ volontairement, la plupart du temps d'une simple erreur. Si on ne veut pas abolir cette LEZ antisociale, alors il faut au moins faire preuve d'humanité dans son application* ».

Quiconque entre accidentellement sur le territoire de la Région bruxelloise, donc en zone de basses émissions, ne fût-ce que de quelques mètres seulement, avec une voiture non autorisée, se verra infliger une amende sur la base des innombrables caméras ANPR. Ces amendes ne sont pas légères: 350 euros par infraction! Bien que la signalisation indique généralement où commence la LEZ, de nombreux conducteurs n'y prennent pas garde par inadvertance. En témoigne le nombre d'amendes infligées en 2022. Près de 20.000 personnes ont payé le prix fort pour avoir ignoré la LEZ.

En réalité, les contrevenants sont rarement de mauvaise volonté. En un rien de temps, vous vous retrouvez en Région bruxelloise avec une voiture non autorisée. Faire demi-tour immédiatement ne sert à rien: la sanction est irrévocable une fois la plaque d'immatriculation enregistrée. Les erreurs sont humaines, c'est pourquoi des marges de tolérance doivent être prévues. Il suffit de penser aux contrôles de vitesse ou aux délais de stationnement. A chaque fois une marge

est calculée avant de procéder à la sanction proprement dite. Ce système n'existe pas en ce qui concerne la LEZ, même si le conducteur est accidentellement entré dans la LEZ, comme à la sortie du Ring. Les chiffres de l'administration fiscale bruxelloise montrent que plus de 80 % des véhicules verbalisés sont immatriculés dans les autres régions du pays.

Le Vlaams Belang demande donc, dans l'attente d'une suppression complète de la LEZ qu'il souhaite, l'introduction d'une marge de tolérance pour ceux qui se sont accidentellement introduits dans la zone LEZ. Dominiek Lootens-Stael explique que c'est possible en enregistrant l'entrée et la sortie de la LEZ. Si un véhicule entre et sort de la Région en peu de temps, par exemple cinq minutes, on peut en déduire qu'il s'agit d'une erreur. Dans ce cas, le fisc bruxellois ne devrait pas être autorisé à infliger une amende. En commission Environnement du Parlement bruxellois, il a interrogé le ministre Alain Maron (Ecolo) sur cette proposition. Selon le ministre, un tel système n'est pas réalisable en raison des objections pratiques et juridiques. Néanmoins, les caméras ANPR enregistrent systématiquement toutes les plaques minéralogiques des véhicules. On voit bien que le ministre Ecolo a fait le choix de la répression aveugle. C'est ce dogmatisme aveugle où aucune compassion ou empathie n'est possible qui dégoûte de plus en plus de nos concitoyens de l'écologisme politique. Cela ne fait malheureusement pas de bien à l'écologie tout court. Voilà le problème.

Le Vlaams Belang a toujours été et reste très critique à l'égard de la LEZ. Selon lui, il s'agit d'une mesure vraiment antisociale qui touche les plus vulnérables. La réalité est que souvent ils n'ont pas les moyens d'acheter une nouvelle voiture électrique et qu'ils perdent ainsi leur droit à la mobilité.

LE PARKING DE DISSUASION HERRMANN-DEBROUX INACCESSIBLE

La Région de Bruxelles-Capitale possède actuellement huit parkings de dissuasion nommés Park-and-Ride (P+R) d'une capacité totale de 2.777 places.

Outre la mauvaise répartition géographique de ces parkings, deux d'entre eux ne sont pas accessibles aux voitures dites «polluantes» : Delta et H.-Debroux. En d'autres termes, tout automobiliste venant du Brabant flamand et wallon se rendant à Bruxelles via l'E411 n'a nulle part où garer sa voiture afin de prendre les transports en commun. Avec le renforcement annoncé de la LEZ en 2025, la pression sur les parkings de dissuasion sera encore plus importante. Pour le sud-est de la Région, il faudra

attendre la construction d'un parking sur le site de l'ADEPS, mais aucune date n'a encore été fixée pour cela.

En attendant, le Vlaams Belang déposera **une proposition de résolution** au Parlement bruxellois visant à rendre le parking sous le viaduc Herrmann-Debroux accessible à tous les automobilistes, y compris ceux n'étant pas admis dans la LEZ.

Vous ne pouvez pas demander aux gens d'abandonner leurs voitures «polluantes» au profit des transports publics, et en même temps leur interdire l'accès aux parkings de dissuasion. C'est de la foutaise !



70% DES JOURNALISTES VOTENT À GAUCHE OU À L'EXTRÊME GAUCHE

Les partis politiques les plus populaires parmi les journalistes flamands sont Groen et Vooruit. C'est la conclusion d'une étude (voir encadré ci-dessous) menée par des chercheurs de l'Université de Gand, de l'ULB et de l'UMons. Avec un maigre 1 %, le Vlaams Belang est le parti le moins populaire parmi les journalistes selon cette étude. Qui en doutait ?

Le fait que les préférences politiques des journalistes soient si univoques menace d'évidence l'impartialité du travail journalistique en général dans notre pays. Le Vlaams Belang déduit de ces chiffres que pas moins de 70 % des journalistes qui expriment leur préférence politique votent pour les partis PVDA, Groen et Vooruit.

Les chercheurs dressent tous les cinq ans un profil du journaliste belge. Ils examinent les caractéristiques sociodémographiques telles que le sexe, l'âge et l'éducation, mais aussi l'orientation politique. L'étude a été menée auprès de journalistes membres des deux associations professionnelles: l'Association flamande des journalistes (VVJ) et son homologue francophone, l'Association des Journalistes Professionnels (AJP). Il y a clairement un manque inquiétant de diversité politique parmi les journalistes. Par exemple, plus de deux journalistes sur trois se considèrent plus progressistes que l'audience du média pour lequel ils travaillent. C'est tout dire.

Les chiffres les plus frappants sont ceux des préférences partisans des journalistes. En effet, l'étude a interrogé les journalistes sur leurs partis politiques préférés (sauf les journalistes francophones) si des élections fédérales devaient avoir lieu. C'est Groen qui remporte la palme d'or avec 26 % de préférence parmi les journalistes flamands. Suit Vooruit avec 16,9 %. Le Vlaams Belang, quant à lui, doit se contenter d'un très symbolique 1 % des intentions de vote chez les journalistes néerlandophones.

« Ces chiffres confirment ce que tout le monde sait en réalité depuis longtemps: le petit monde journalistique penche résolument à gauche »

Le Vlaams Belang a calculé les résultats de l'enquête si les votes blancs et les non-réponses ne sont pas inclus. Cela montre alors que, ensemble, les partis de gauche comme le PVDA, Groen et Vooruit représentent 70 % des choix politiques des journalistes flamands, alors que le poids électoral total de ces partis n'était que de 25,6 % en 2019. Ceci devrait inquiéter tout véritable démocrate. Dans ce dossier comme dans tant d'autres, une question s'impose de plus en plus: notre démocratie serait-elle en danger ?

UN PETIT DÉTAIL PAS SI ANONDIN

Nous avons constaté avec stupéfaction que cette étude faite en commun avec l'ULB, l'UMons et l'UGent, présente une petite différence selon sa publication en néerlandais ou en français. La version en néerlandais comporte dans son chapitre consacré à l'adhésion à des associations et au positionnement politique des journaliste un tableau qui reprend les réponses obtenues à la question suivante: «si des élections fédérales devaient avoir lieu, pour quel parti politique voteriez-vous ?».

Et le résultat est celui que vous retrouvez dans l'article ci-dessus. Par contre, dans la version en français, cette question n'est pas posée aux journalistes francophones.

Comment expliquer cela ? Il n'est pas absurde de penser, comme le penseront certainement la plupart des francophones de droite, que le résultat risquait d'être encore plus éloquent qu'en ce qui concerne les journalistes flamands. **C'est-à-dire que le nombre de journaliste se déclarant de gauche ou d'extrême gauche dépasse probablement les 70% au pays de Paul Magnette et de Georges-Louis Bouchez.** Ce qui fait désordre dans un landernau politique qui n'a que les mots «diversité» et «pluralisme» à la bouche et au bout de la plume.



LES ÉMEUTES DE PARIS SE SONT PROPAGÉES À BRUXELLES

Les émeutes à Paris suite à la mort de Nahel, 17 ans, se sont propagées dans notre pays. Des jeunes immigrés ont incendié des voitures à Bruxelles, plusieurs personnes ont été arrêtées et la circulation des transports en commun a été interrompue. Le président du Vlaams Belang, Tom Van Grieken, a immédiatement réagi: « *C'est absolument dégoûtant. La situation en France sert d'excuse, mais en réalité on assiste à un nouvel l'échec de la société multiculturelle* ».

Les émeutes ont principalement eu lieu autour du quartier Anneesens à Bruxelles et à la gare du Midi. Ces jeunes immigrés s'invitent sur les réseaux sociaux pour descendre ensemble dans la rue pour piller les magasins et exprimer avec violence leur détestation de notre société occidentale et des Occidentaux blancs en particulier. L'excuse du jour est la mort d'un jeune de 17 ans à Paris. Le garçon a été mortellement touché par une balle de la police alors qu'il refusait de s'arrêter pour un contrôle. L'individu était connu des services de police pour de nombreux faits dont plusieurs refus d'obtempérer. Ce fait divers tragique a suffi pour mettre de nombreuses banlieues françaises en ébullition avec un déchaînement de violence inouï.

« La police a dû utiliser le canon à eau et finalement elle a pu arrêter 64 émeutiers. Le calme est revenu plus tard dans la soirée »

Tom Van Grieken fait le constat amer de l'impuissance de l'autorité publique face à ce déferlement de haine: « *Nous voyons chaque fois le même enchaînement de comportements criminels: violences urbaines, incendies criminels et émeutes. Comme à Paris, nous ne maîtrisons plus certains quartiers de notre capitale. Notre société paye aujourd'hui le prix d'une immigration massive d'individus inintégrables, et donc inassimilables, et le gouvernement a perdu le contrôle depuis*

longtemps sans réagir. Que doit-il encore se passer avant que tout le monde se rende compte que la société multiculturelle a échoué ? ».

Le Vlaams Belang exige très logiquement que des mesures sévères soient prises contre les jeunes émeutiers. Il faut que quiconque pense qu'il peut semer la pagaille parce que la télévision montre des émeutes dans un pays voisin soit rapidement convaincu que **ça ne marche pas comme ça chez nous**. Pour cela il faut que la réponse de la force publique soit radicale et inflexible. Les nombreuses émeutes précédentes dont Bruxelles a été le théâtre au fil des années nous montrent que les gouvernements, fédéral et bruxellois, n'auront pas le courage de vraiment sanctionner les émeutiers comme il le faudrait.



▲ Voiture incendiée en pleine journée le 29 juin 2023, rue d'Artois à Saint-Gilles dans le quartier Lemonnier. © RTLInfo

C'est ce laxisme qui est à la source de ces débordements. En attendant, les petites crapules attendent patiemment la prochaine occasion de casser, de voler et de nous haïr. Le vrai changement ne peut être garanti qu'avec le Vlaams Belang au pouvoir. Personne n'en doute et certainement pas nos adversaires, qui ont perdu le sommeil depuis que l'hypothèse d'une accession au pouvoir du Vlaams Belang en Flandre devient chaque jour un peu plus une probabilité.

ENFIN UN CAMION DES POMPIERS EXTRA-HAUT

Lundi 17 juillet 2023, un nouveau camion de pompiers avec une échelle de 64 mètres a été présenté sur la Grand Place de Bruxelles. Le Vlaams Belang plaide depuis de nombreuses années pour l'utilisation d'un camion doté d'une telle échelle. Dominiek Lootens-Stael est réjoui de cet achat : *«Pendant des années, notre proposition a été raillée par le gouvernement bruxellois qui considérait que c'était parfaitement inutile. Aujourd'hui, il s'avère que nous avons à nouveau raison».*

Déjà en octobre 2016, le Vlaams Belang avait demandé au Parlement bruxellois un camion à grande échelle pour aider les pompiers à faire leur travail dans certaines circonstances spécifiques. Bruxelles compte de nombreux immeubles de grande hauteur, et un camion à échelle aussi haute était essentiel pour notre sécurité, explique Dominiek Lootens-Stael. Mais selon la secrétaire d'Etat d'alors, Cécile Jodogne (DéFI), l'achat d'un tel camion à grande échelle était absolument inutile à Bruxelles.

Au cours de cette législature, le Vlaams Belang a exhorté le secrétaire d'Etat Smet à acheter une échelle de 50 mètres. Il existe de nombreux exemples d'incendies dans de hautes tours résidentielles qui n'ont pu être facilement maîtrisés en raison du manque d'un tel matériel. Nous nous souvenons tous du drame de la Grenfell Tower de Londres. Mais aussi plus récemment, un immeuble d'appartements de grande hauteur à Ganshoren qui fût la proie des flammes. Avoir une telle échelle n'est donc pas un luxe superflu, surtout quand on regarde les innombrables immeubles résidentiels en hauteur. Il s'agit bien souvent de logements sociaux vieillissants, qui ne sont rénovés qu'au compte-gouttes. Le risque d'issue fatale en cas d'incendie est donc réel. Surtout quand on sait que par le passé, on demandait de l'aide à un camion-échelle d'Anvers en cas d'urgence.

Le Vlaams Belang se réjouit que, avec un retard de dix ans, les esprits aient mûri et que les pompiers de Bruxelles puissent enfin disposer d'un tel camion doté d'une très grande échelle. **Le fait qu'il ait fallu si longtemps avant que le bon sens ne prévale au sein des partis de la majorité gouvernementale à Bruxelles est irritant, mais nous sommes heureux que sept ans plus tard, notre demande soit enfin acceptée et concrétisée.** Cela ne peut que profiter à la sécurité de la population bruxelloise et cela donne du sens à notre engagement politique au service des Bruxellois.



EXISTE-T-IL ENCORE UNE IDENTITÉ BRUXELLOISE?

Elle a existé, sans aucun doute, et elle était bien particulière. Elle était même absolument multiculturelle et elle l'était parce qu'elle s'est forgée en raison d'une détestable habitude qu'ont prise une série de pays européens de venir nous envahir et nous occuper pour des périodes de l'histoire plus ou moins longues. Admettons que depuis plus de 75 ans ils ont perdu cette regrettable habitude.

Les Romains sont incontestablement les premiers à occuper les lieux de façon militaire, et puis il y a eu, à la grande louche et de façon absolument pas exhaustive, les Espagnols, les Français, les Néerlandais, les Allemands deux fois... Toutes ces occupations ont généré un dialecte bruxellois qui ne se pratique plus aujourd'hui qui est le boergonsch. Ce dialecte est un mélange d'apports venu de tous ces soldats qui ont été casernés à Bruxelles durant des siècles. Malheureusement, le Bargoensch a complètement disparu depuis plus de 100 ans. L'étymologie probable vient de «bourguignon». Comme nous l'ont rapporté de nombreux anciens, le Bargoensch était un argot très hermétique qui était parlé par les voleurs et des mauvais garçons.

LES «ARRANGEURS»

Mais au-delà de ce melting-pot linguistique extraordinaire, ces occupations successives ont aussi forgé le caractère des Bruxellois. Ils ont ainsi développé une capacité extraordinaire à s'adapter aux situations les plus graves et à en tirer des bénéfices. Disons le tout net, le Bruxellois n'est pas un révolutionnaire, ce n'est pas un citoyen porté par le souffle lyrique des apothéoses revendicatrices. Il a, au contraire, les deux pieds bien sur terre, il est même ce qu'on appelle à Bruxelles un «arrangeur». Mon grand-père m'expliquait que lorsque les Allemands sont arrivés à Bruxelles en 40, ils avaient rangé leurs camions boulevard du Midi. La nuit même des marolliens avaient volé un nombre considérable de pneus de ces véhicules. Quelques années plus tard ce furent les troupes anglo-américaines qui se sont fait voler les marchandises qu'elles transportaient dans leurs camions. Sous le couvert de la libération on soulait les conducteurs dans les bistrots de la rue Haute pendant que leurs camions se vidaient de leur contenu.

La «prise» du Palais de justice est un autre exemple de ce sens des réalités que les Bruxellois ont chevillé au corps. Le seul fait d'armes auquel mon grand-père a participé avec les autres gaillards du quartier a été d'accélérer le départ des Allemands qui gardaient le Palais de justice. Pour libérer le symbole du droit et de la justice du joug de

l'arbitraire des barbares germaniques? Pas du tout! Il s'agissait de s'emparer du contenu des caves du Palais de justice où étaient entreposées les marchandises saisies par l'occupant, comme de l'alcool, des cigarettes, etc.

LA ZWANZE, C'EST L'ESPRIT BRUXELLOIS

En province, au Nord comme au Sud du pays, il est de tradition de considérer les Bruxellois comme des prétentieux qui ne nourriront que mépris pour tout ce qui n'est pas la capitale. On morigène aussi une désagréable habitude des Bruxellois qui consiste à se moquer du monde en général et de son prochain en particulier. Ce n'est pas totalement faux, mais cela mérite une petite explication.

La zwanze, qui définit parfaitement l'esprit bruxellois traditionnel, est une capacité poussée parfois au paroxysme de se moquer avec acidité des petits travers des autres, mais d'abord et avant tout de se moquer de soi-même. C'est la dérision et l'autodérision. Cette caractéristique purement bruxelloise on la retrouve avec bonheur et humour chez Hergé et Brel. Aussi, ce sens de la dérision confine souvent au décalage, au surréalisme et au fantastique comme chez Michel de Ghelderode, Thomas Owen, Franquin ou Edgar P. Jacobs.

Nous pouvons donc conclure qu'il a existé une particularité bruxelloise et donc une identité propre, malheureusement cette époque est révolue. Bruxelles est devenue une métropole cosmopolite et l'enseignement public a éradiqué les dialectes. Aujourd'hui les vieux Bruxellois s'éteignent doucement, sans bruit, et dans leur quartier s'est installée toute une population venue des quatre coins de la planète. Voilà une nouvelle occupation (dans le sens littéral du terme), plus ou moins pacifique, du territoire. Et c'est ainsi que l'identité bruxelloise disparaît comme disparaissent toutes les identités des grandes villes européennes. Ceux qui ont connu le Bruxelles d'avant grosso modo 1970 portent en eux la nostalgie de leur ville d'alors.

Pour les jeunes Bruxellois d'aujourd'hui, tout ça relève de l'anthropologie sociale. Aujourd'hui, trois «Bruxellois» sur quatre ne sont pas de souche. C'est à cette nouvelle génération de Bruxellois qu'il revient de reconstruire une nouvelle identité bruxelloise et de décider de son contenu et nous, les «vieux paletots», nous devons les y aider, avec un petit pincement au cœur.

LA LUTTE CONTRE LA MENDICITÉ DES ROMS À BRUXELLES

La majorité des mendiants à Bruxelles sont des Roms de Roumanie, cela ressort d'une étude réalisée par la KU Leuven. Il y a plus de mendiants roms dans la capitale ces 15 dernières années qu'avant, et ils sont aussi plus souvent sans abri. La lutte contre la mendicité des Roms, et plus particulièrement contre l'utilisation des enfants, doit être une priorité selon Dominiek Lootens-Stael, qui poursuit en relevant que les touristes sont souvent choqués par l'agressivité des mendiants. Ils sont aussi ébahis par l'impunité dont ils jouissent.

L'année dernière, la Ville de Bruxelles a introduit une nouvelle réglementation sur la mendicité des enfants. Il était désormais interdit aux mendiants d'être accompagnés d'enfants ou de jeunes de moins de seize ans. Mais ces réglementations ont été suspendues par le ministre bruxellois Bernard Clerfayt (DéFI). C'est incompréhensible. Depuis, rien n'a été fait pour arrêter la mendicité intempestive dans la Région. Au contraire, on constate aujourd'hui, grâce à cette étude de la KU Leuven que les mendiants roms sont présents en plus grand nombre qu'il y a 15 ans.

La mendicité intempestive, voire agressive, souvent organisée par des bandes structurées venues d'Europe de l'Est, instrumentalise honteusement des enfants qui sont très souvent maltraités. Le problème est particulièrement aigu dans le centre touristique de la ville. Le fait que la ville de Bruxelles ait essayé de faire quelque chose à ce sujet était une chose positive qui méritait d'être objectivement soulignée. Les gens sont complètement abasourdis par ce qu'ils voient: des hordes de Roms qui harcèlent systématiquement et agressivement les touristes, sans que la police ne fasse quoi que ce soit pour les arrêter. Ce que ces touristes retiennent de notre capitale, c'est une impunité généralisée.

Soulignons que le point 4.1, du Plan Global de

Sécurité et de Prévention de la Région prévoit une intensification de la lutte contre la mendicité organisée dans le cadre de la lutte contre la traite et le trafic des êtres humains. Le représentant du Vlaams Belang au Parlement bruxellois, Dominiek Lootens-Stael, estime qu'on ne voit rien de cela, ni en termes de législation ni dans la pratique dans la rue.

La mendicité rassemble aussi divers problèmes sociaux, comme la pauvreté, la toxicomanie, le manque de logement et une vie dans l'illégalité. Autant de problèmes auxquels Bruxelles doit encore faire face, même après trente ans de règne ininterrompu de la gauche. N'est-ce pas étrangement paradoxal?



Le Vlaams Belang demande depuis des années une approche décidée, inflexible et efficace de la mendicité intempestive grâce à une interdiction régionale de la mendicité, avec une attention spécifique en ce qui concerne la mendicité des enfants. Nous ne devons pas donner carte blanche aux organisations criminelles comme c'est le cas aujourd'hui. Ce laxisme systématique conduit naturellement à la création de la prochaine génération de mendiants, et ainsi de suite. Tout cela montre à nouveau l'ingouvernabilité et l'inefficacité de l'enchevêtrement kafkaïen de la politique bruxelloise. Oublions les idéologies et les positionnements médiatiques pour essayer... le bon sens. C'est la seule attitude positive susceptible d'objectiver une question comme celle-ci.

PAS DE DOUBLE NATIONALITÉ POUR LES ÉLUS POLITIQUES

Le Vlaams Belang veut interdire la double nationalité pour les représentants politiques. Le parti remet sa proposition sur la table suite à la nomination de l'ancienne politicienne bruxelloise Mahinur Özdemir Göktaş au poste de Ministre du gouvernement turc du dictateur Erdogan.

Les politiciens marrons issus de l'immigration musulmane ont désormais une seconde chance de faire carrière en politique dans leur pays d'origine. La toute première femme coiffée d'un foulard islamique au Parlement bruxellois est désormais aussi la seule femme du nouveau gouvernement d'Erdogan. Le problème de la double nationalité et du conflit d'intérêts qui y est associé ne peuvent pas être mieux illustrés que cela.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a remanié son cabinet après sa réélection à la présidence de la Turquie. Mahinur Özdemir Göktaş devient ministre des Affaires familiales dans son nouveau gouvernement. Cette femme politique turque est née en Belgique et a commencé sa carrière politique à Schaerbeek en tant que membre du conseil communal. En 2009, elle est élue au parlement bruxellois pour le Cdh (entre-temps rebaptisé «Les Engagés»). Son élection est alors

remarquée car elle est la première femme politique à porter un foulard islamique dans l'hémicycle. Elle a été ensuite expulsée du parti en 2015 pour avoir refusé de reconnaître le génocide arménien, après quoi elle a siégé en tant qu'indépendante au conseil communal de Schaerbeek et au parlement bruxellois. Aux élections communales de 2018 et aux élections législatives de 2019, Göktaş ne s'est plus représentée. Cependant, le gouvernement turc l'a nommée ambassadrice de Turquie en Algérie en 2020. Hier, Erdogan a présenté son nouveau gouvernement dans lequel Göktaş recevra le portefeuille des Affaires familiales et elle sera également la seule femme au sein de ce gouvernement.

Le Vlaams Belang dénonce l'effet pervers de la double nationalité et plaide depuis longtemps pour sa suppression. Surtout pour les représentants politiques, avoir la double nationalité est un problème fondamental pour le Vlaams Belang. La double nationalité importe les conflits étrangers ici, comme l'ont démontré les récentes émeutes qui ont émaillé les élections turques chez nous. Les politiciens ici devraient travailler pour les gens d'ici et non servir les intérêts de dictateurs étrangers.



113.000 HABITANTS EN PLUS DU FAIT DE LA MIGRATION

La Belgique compte 113.000 habitants de plus que l'année dernière, principalement en raison de la migration. Cela ressort des chiffres de l'Office statistique belge, Statbel. La population est aujourd'hui de 11.679.557 habitants. « *Le Grand Remplacement s'effectue à une vitesse fulgurante. Nous avons plus que jamais besoin d'un STOP migratoire!* », affirme Tom Van Grieken, le Président du Vlaams Belang.

Le Vlaams Belang met en garde depuis des années contre les conséquences d'une immigration de masse débridée. Les conséquences de ce véritable déferlement deviennent de plus en plus apparentes d'année en année. Le solde migratoire international, qui se calcule en comparant les immigrations et les émigrations, était de + 116.554 l'an dernier. Le solde naturel, qui compare le nombre de naissances au nombre des décès, est négatif (-2.787). De fait, la population de ce pays augmente de plus de 113.000 personnes en raison du solde migratoire extrêmement élevé.

Quiconque prétend que le Grand Remplacement n'existe pas devrait jeter un coup d'œil aux chiffres. Année après année nous constatons que plus de migrants arrivent et qu'il y a plus de Belges qui décèdent qu'il n'y en a qui naissent. Cette situation n'est pas soutenable et si elle persiste elle continuera à changer radicalement notre société dans un sens de plus en plus négatif. Notre sécurité sociale, notre système éducatif et notre société en général ne sont pas en mesure de supporter cela.

Le président du Vlaams Belang appelle les gouvernements de ce pays à travailler, enfin, à un revirement drastique de la politique d'asile et de migration : « *Nous avons plus que jamais besoin d'un arrêt de la migration. Ce n'est qu'avec le Vlaams Belang à la barre que nous pourrions inverser la tendance* ».





LA GRANDE-BRETAGNE S'INSPIRE DU MODÈLE AUSTRALIEN

Depuis plusieurs années, la Grande-Bretagne est confrontée à une immigration clandestine croissante. L'an dernier, on évalue à 46.000 le nombre de personnes qui se seraient introduites illégalement sur le territoire britannique. Pour endiguer ce flux, le gouvernement britannique a élaboré un plan visant à externaliser la procédure d'asile.

Barbara Pas, la Cheffe de Groupe du Vlaams Belang à la Chambre des Représentants, estime qu'on ne peut qu'applaudir à cette décision salubre. Le gouvernement britannique s'est indéniablement inspiré du modèle dit australien, ce qui montre que les esprits commencent à mûrir.

La loi sur l'immigration clandestine a finalement été adoptée en Grande-Bretagne. Concrètement, la nouvelle loi signifie que ceux qui entrent illégalement dans le pays perdront désormais automatiquement leur droit d'asile dans le pays même. L'intention est que les personnes concernées soient transférées vers un pays tiers sûr, où un travail sera effectué sur l'accueil des demandeurs d'asile ou, si cela est souhaité et possible, sur le retour dans le pays d'origine. C'est, en réalité, le système Australien. Pour Barbara Pas, il s'agit ici de l'application du plan imaginé par le Vlaams Belang intitulé «Forteresse Europe».

Les opposants à cette nouvelle loi, qui se réjouissaient que la cour d'appel britannique avait considéré le mois dernier que le projet du gouvernement britannique de transférer les immigrants illégaux au Rwanda ne pouvait pas aboutir en l'état, ne devraient donc pas se réjouir trop tôt. Le tribunal a jugé que le Rwanda ne remplissait pas les conditions pour le moment, mais a en même temps déclaré que les demandeurs d'asile qui entrent illégalement dans le pays peuvent en effet être transférés vers un pays tiers, en Afrique ou en Asie, pour y voir leur procédure d'asile y être diligentée. Il faut dire les choses comme elle sont : le droit à la protection n'implique en aucun cas le droit de migrer vers le pays de son choix. Tout comme il n'est gravé nulle part dans la pierre que l'asile n'est possible que dans un Etat-providence européen.

Peu importe le moment où la nouvelle loi entrera en vigueur dans la pratique, il reste que la Grande-Bretagne a considérablement progressée dans la défense des intérêts de sa population. Les développements en Grande-Bretagne montrent que les esprits commencent à mûrir. La question est de savoir si les autres nations européennes auront le bon sens de suivre l'exemple Britannique avant qu'il ne soit trop tard. C'est une course contre la montre, et c'est l'avenir de notre continent qui est en jeu.

NOUS SOMMES LE VLAAMS BELANG

Adhérez au Vlaams Belang pour participer au développement du seul parti politique qui dit tout haut ce que vous pensez :

- Vous serez invité à toutes nos activités nationales et locales
- Vous recevrez notre mensuel en néerlandais et notre trimestriel en français et toutes nos publications bilingues et en français
- Vous serez tenu au courant des prises de position et des actions et des activités via Facebook, notre site www.vlaamsbelangbruxelles.be et notre lettre d'information électronique que vous recevrez chaque semaine dans votre boîte mail (n'oubliez pas de nous communiquer votre adresse mail!)
- Vous pourrez vous porter candidat sur les listes électorales

Il est très facile d'adhérer au Vlaams Belang

Vous devenez membre pour à peine 10,00 euros. Si un autre membre de votre famille habitant sous le même toit souhaite également adhérer, sa cotisation ne sera que de 4,00 euros. Celles et ceux qui souhaitent aider un peu plus ont la possibilité de devenir membre de soutien pour un montant de 50,00 euros.

Pour devenir membre du Vlaams Belang il suffit de verser le montant qui vous convient sur le compte BE39 4352 0249 1119 en n'oubliant pas d'indiquer vos nom, prénom, dresse complète et date de naissance.